

cette politique régressive des conservateurs, les pauvres continueront de s'appauvrir et les riches, de s'enrichir. L'éducation va se dégrader et les démunis auront de moins en moins de chances d'étudier.

● (1230)

En novembre 1985, l'un après l'autre les premiers ministres ont protesté contre cette mesure gouvernementale et affirmé qu'on ne les avait pas consultés sur la hausse réduite des crédits fédéraux destinés aux soins de santé et à l'enseignement. Signalements, par exemple, les propos qu'ont tenus divers chefs de file conservateurs dans les provinces. Voici, selon le *Globe and Mail* du 28 janvier 1986, ce qu'en a dit Terence Donahoe, ministre néo-écossais du Développement des ressources humaines et de la Formation:

... si Ottawa réduit effectivement les subventions, «l'enseignement postsecondaire va s'en trouver mutilé. La situation deviendra insoutenable. Quelle que soit l'ampleur de réduction, le système ne pourra survivre.

Comment les députés conservateurs peuvent-ils oser soutenir que ce n'est pas vrai, que les conséquences de ces réductions ne seront pas accablantes pour les provinces ou encore que celles-ci comprennent et acceptent le projet? Comment peuvent-ils afficher une telle attitude si on songe par exemple au premier ministre de Terre-Neuve, Brian Peckford, qui aurait déclaré toujours d'après cet article ce qui suit:

Il faudra restreindre le nombre d'inscriptions dans les universités et ce n'est pas tout le monde qui aura libre accès à des études universitaires.

Le premier ministre conservateur de la Saskatchewan, Grant Devine, a dit ce qui suit:

Avant de demander aux enseignants et aux infirmières de subir le fardeau des réductions, il faudra couper ici et là.

Pour sa part, le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, Richard Hatfield, a dit ce qui suit:

Je n'ai pas le choix. C'est l'économie ou les programmes sociaux.

Le premier ministre du Manitoba, Howard Pawley, de même que le premier ministre de l'Ontario, ont également protesté.

Presque tous les premiers ministres ont dénoncé le projet du gouvernement fédéral. Les députés conservateurs se comportent comme si cela était tout naturel. Ce n'est pas le cas. Comme le disait Patrick Kenniff de l'Université Concordia: «Si vous pensez que l'éducation coûte cher, pensez un peu à ce que coûte l'ignorance».

Les Canadiens n'accepteront pas ces arguments pas plus qu'ils n'accepteront le projet du gouvernement. C'est une des raisons faisant que les conservateurs perdent les provinces l'une après l'autre. Les conservateurs étouffent nos talents au lieu de les aider en misant sur la santé et l'enseignement.

Ce projet de loi est une mesure mesquine puisqu'on enlève aux provinces ce qu'on leur avait promis au titre de l'enseignement postsecondaire et des services de santé. Ce sont les faibles et les jeunes qui vont écopier. Il consiste précisément à faire ce que les députés conservateurs de Kingston et les Îles, Mississauga-Sud et Brandon—Souris dénonçaient vigoureusement pendant qu'ils étaient dans l'opposition. Le gouvernement s'appête à réaliser exactement ce que ses députés condamnaient.

Cette mesure ne contribuera pas à réduire le déficit comme l'a justement souligné au premier ministre (M. Mulroney) le premier ministre de l'Ontario, David Peterson. Ce dernier a dit:

A toutes fins pratiques, c'est le problème national que vous nous mettez sur les bras.

Accords fiscaux—Loi

Oui, le premier ministre est loin d'éponger le déficit, il ne fait que refiler le problème à d'autres. Il le repasse aux provinces qui elles devront, comme il arrive souvent, le transmettre à leur tour aux jeunes. Les jeunes devront payer le déficit au prix de leur carrière et de leur avenir. Voilà le présent que leur fait le gouvernement.

Le gouvernement n'a pas écouté Ed Anderson ni Don Savage de l'Association canadienne des professeurs d'universités, ni les représentants de l'Association des collèges et universités du Canada ni John Casola de la Fédération canadienne des étudiants. En dépit des recommandations du fameux rapport Johnson et des conclusions de la Commission Bovey en Ontario, d'une Commission royale en Nouvelle-Écosse, du rapport Wright et du rapport de la Commission Macdonald, le gouvernement reste sourd et refuse de montrer l'exemple. Pourtant quelqu'un doit montrer l'exemple.

Le chef de l'opposition officielle (M. Turner) a parcouru l'ensemble du pays pour écouter les étudiants, les professeurs et les administrateurs. Il se préoccupe profondément de l'enseignement postsecondaire. En sa qualité de chef de l'opposition officielle, il a dit que l'enseignement postsecondaire devrait faire l'objet d'une stratégie nationale. Il a rappelé qu'il fallait trouver moyen d'amener les provinces et le gouvernement fédéral à collaborer afin que l'argent que le gouvernement fédéral verse aux provinces serve vraiment à l'éducation, contrairement à ce qui se passe en Colombie-Britannique. Il voudrait s'assurer que les encouragements que le gouvernement fédéral offre aux provinces en matière de recherche et de développement soient effectivement utilisés à cette fin et que les objectifs dans ce domaine soient atteints. Il voudrait aussi que l'on renforce davantage les centres d'excellence, que la collaboration entre l'école et l'entreprise soit encouragée et que nous apprenions à rationaliser nos dépenses. Voilà le programme du chef de l'opposition officielle. Nous sommes loin de ce que nous offre le gouvernement actuel qui ne donne pas du tout le ton dans tous ces domaines. Il ne fait rien d'autre que rompre ses promesses électorales, voire les ententes qu'il a conclues.

M. Garneau: Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue, le député d'Eglinton—Lawrence (M. de Corneille) pour son bel exposé. Je lui rappelle que les changements envisagés au titre des paiements de transferts représenteront une perte de près de 3 milliards de dollars pour l'Ontario d'ici 1991-1992. Cette province est probablement une des plus riches de toutes, mais le député croit-il que le gouvernement ontarien pourra maintenir les services provinciaux à leur niveau actuel malgré ce manque à gagner énorme? Le ministère de l'Éducation, par exemple, ne sera-t-il pas contraint de réduire les services d'enseignement universitaire ou de relever les frais de scolarité? Le député pourrait-il nous en dire plus à ce sujet?

M. de Corneille: Monsieur le Président, le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) a parfaitement raison de nous rappeler que l'Ontario perdra 3 milliards de dollars au titre des recettes promises pour l'enseignement postsecondaire. Il va de soi que la qualité de l'enseignement des universités de même que leur équipement va se dégrader.